

Alain Trannoy, économiste

# Covid-19 ou l’effondrement du mythe de la mondialisation heureuse

Professeur à Aix-Marseille School of Economics, Alain Trannoy estime que la crise de la Covid-19 agit comme un révélateur des limites du modèle actuel de mondialisation. L’économiste invite l’État et les collectivités territoriales à soutenir les entreprises en difficulté, afin d’éviter tout enclenchement d’un cycle récessif. Loin de sous-estimer l’impact économique de l’épidémie, il la conçoit comme une opportunité historique d’amorcer une réindustrialisation de la France et une relocalisation des productions stratégiques.

L’OCDE a révisé sa prévision de croissance du Produit intérieur brut mondial pour 2020 de 2,9 % à 2,4 % et de nombreux économistes estiment qu’un recul est à envisager. La Covid-19 peut-il être à l’origine d’une récession mondiale ?



Dans le pire des scénarios, oui. Car le tourisme, l’événementiel et l’économie de la culture sont momentanément à l’arrêt. Le seul tourisme, c’est 7 % du PIB en France, davantage encore en Espagne et en Italie. D’autre part, le PIB chinois est, depuis 20 ans, le moteur de la croissance mondiale (NDLR, il représente 16 % du PIB mondial et a crû de 6 % en 2019). Or, il sera en recul au premier trimestre. En zone euro, deux pays vont être particulièrement touchés par cette vague récessive. Le premier sera l’Italie. Ce pays a connu une croissance très faible l’année dernière et il me semble impossible aujourd’hui que l’évolution de son PIB n’évolue en territoire positif en 2020. L’Italie est quand même la troisième économie de la zone euro... Par ailleurs, le cas de l’Allemagne me semble préoccupant. Le paradoxe, c’est que la Chine a en partie sauvé l’économie allemande lors de la crise de 2008... À l’époque, à Berlin, on s’est largement appuyé sur le *boom* des investissements chinois pour relancer la croissance, notamment dans les secteurs des machines-outils et de l’automobile. Aujourd’hui, ces deux moteurs d’expansion économique subissent un coup d’arrêt et le pays dans son ensemble va en payer le prix fort.

**En France, les secteurs économiques les plus affectés seront-ils ceux du tertiaire ?**

Pas seulement. Le tourisme, le divertissement, l’événementiel, l’hôtellerie-restauration et les transports certes, mais aussi l’industrie du luxe. De fait, le point commun à tous ces secteurs d’activité est qu’ils reposent sur la mobilité. Bien sûr, le chiffre d’affaires du luxe pourra en partie se maintenir

dans le commerce en ligne, mais les produits de luxe se vendent aussi dans les aéroports, les hôtels, les salons spécialisés, etc. Autant de lieux dont les portes se ferment les unes après les autres.

**L’Italie provisionne 25 Md€ pour un plan d’aides ciblées selon les secteurs. Le gouvernement français devrait-il s’en inspirer ?**

Peut-être, mais l’État et la politique budgétaire ne pourront pas tout. Je pense que la Banque centrale européenne va devoir poursuivre au moins jusqu’à la fin de l’année sa politique d’assouplissement quantitatif, c’est-à-dire le rachat de titres de dettes de certaines entreprises et de certains États. L’alter-ego de la BCE outre-Atlantique, la Réserve fédérale américaine, vient de baisser sa cible de taux d’intérêt de 50 points de base (NDLR, le taux passant de la cible 1,5-1,75 % à 1-1,25 %). En zone euro, le taux directeur est d’ores et déjà à 0 %. La BCE ne peut plus actionner le levier du taux directeur et l’assouplissement quantitatif reste donc la seule option possible. Du côté de l’État français, la mesure prioritaire a d’ores et déjà été adoptée et c’est une bonne chose : il fallait accorder des délais à toutes les entreprises en difficulté, pour qu’elles puissent repousser le paiement de leurs impôts et de leurs cotisations sociales d’au moins trois mois. Cette mesure peut paraître anodine, mais éviter l’assèchement des trésoreries est crucial. Car c’est le point de départ de tous les cercles récessifs. Le schéma est toujours le même : quand l’économie subit un choc négatif, il faut que la politique économique l’amortisse pour limiter le nombre de défaillances d’entreprises. En l’absence d’amortisseurs, des établissements coulent, d’autres licencient et le choc se propage en affectant la consommation à la baisse. Nous n’en sommes pas encore là, mais les pouvoirs publics doivent tout faire pour stopper cette épidémie récessive !

**Tout ? Y compris au risque d’augmenter le déficit public ?**

Dans le contexte, c’est inévitable. Il vaut mieux que l’État s’endette légèrement aujourd’hui pour soutenir l’activité, plutôt qu’il ne soit contraint à s’endetter massivement si une récession survie-

nait. À ce titre, les critères de Maastricht (NDLR, déficit public et dette publique respectivement inférieurs à 3 % et 60 % du PIB) doivent évidemment être relâchés le temps de la crise sanitaire. **Au 9 mars, 900 entreprises ont effectué des demandes d’activité partielle, pour un total de 15 000 salariés. Le chômage partiel est-il une autre option possible ?**

L’activation du chômage partiel, c’est l’autre ingrédient majeur du redressement rapide de l’Allemagne en 2008. C’est en effet un excellent dispositif anti-récessif, un moyen d’empêcher la transmission brutale du choc sur l’activité à l’emploi, puis à la consommation.

**La crise que nous traversons met au jour la fragmentation internationale des chaînes de production et l’interdépendance qu’elle produit. La Covid-19 peut-il siffler la fin d’un demi-siècle d’essor du libre-échange ?**

Plutôt qu’amorcer un repli national des économies, je pense qu’il nous faut simplement admettre qu’avec la Covid-19, mais aussi le changement climatique, nous affrontons des fléaux qui se déploient à l’échelle mondiale. Il nous faut donc inventer des moyens de régulation opérant eux aussi à cette échelle. Or, ce à quoi nous assistons depuis un certain temps, c’est au cavalier seul de nombreux pays sur ces sujets : les États-Unis de Donald Trump, la Russie de Vladimir Poutine, le Brésil de Jair Bolsonaro, etc. Alors que nous avons besoin de plus de coopération internationale, ces réactions nationalistes m’inquiètent profondément, car elles vont simplement dans le mauvais sens. J’espère, par exemple, que Donald Trump ne va pas appliquer aux Italiens, voire aux autres Européens, la même interdiction d’entrer sur le territoire américain qui est appliquée aux Chinois. Ce serait un coup terrible... !

**Dans ce contexte, l’internationalisation de la production n’éprouve-t-elle pas ses limites ?**

Bien sûr ! C’est d’autant plus problématique que nous sommes souvent dépendants de grands États non-démocratiques. Cela nous expose à l’*oukase* d’un régime autoritaire qui, du jour au lendemain, pourrait interdire l’exportation d’un composant

>>



essentiel ou d’une matière première vitale pour notre industrie. Et cela pourrait survenir à propos de productions aussi stratégiques que les batteries ou les médicaments.

**À ce propos, 60 % du paracétamol et 90 % de la pénicilline que nous consommons sont produits en Chine. Comment un État comme la France, aussi historiquement attaché à sa souveraineté, a-t-il pu laisser partir des productions stratégiques telles que la fabrication des médicaments ?**

Je pense que nos responsables politiques ont adhéré à la fiction d’une mondialisation heureuse. Dans un monde peuplé de Suisses qui respectent leurs engagements et n’aspirent qu’à la paix, la mondialisation aurait pu être heureuse. Mais nous faisons face à des nations mues par une volonté de puissance, comme les États-Unis, la Russie ou la Chine, et nous devons négocier avec des gouvernements qui n’honorent pas toujours les contrats qu’ils signent, comme l’illustre le revirement de la Turquie de Recep Tayyip Erdogan à propos de la gestion des migrants syriens. Dans ces conditions, la mondialisation devient synonyme de dépendance et de fragilité en cas de situation épidémique ou de troubles politiques.

**L’épisode Covid-19 est-il de nature à enclencher un mouvement de relocalisation ?**

Vous savez, la morale de la plus célèbre des théories de gestion des risques financiers se résume à

un « il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier ». Eh bien, je pense qu’il faut appliquer ce principe aux risques industriels en diversifiant nos partenariats. C’est d’abord valable pour les entreprises elles-mêmes : certaines commencent à comprendre qu’à vouloir toujours produire dans le pays à plus bas coût du travail, elles s’exposent à des ruptures d’approvisionnement pour des causes diverses (sanitaires, politiques, climatiques, etc.). Mais ce principe de diversification, le gouvernement devra aussi l’appliquer à sa propre politique industrielle. Tout le monde sait que notre pays s’est massivement désindustrialisé au profit des pays à bas salaires, et en particulier la Chine. Pendant que nous augmentions nos coûts de production sous l’effet des 35 h, les Chinois et d’autres prenaient possession de nos marchés à la faveur de leur admission à l’Organisation mondiale du commerce. Ce fut le point de départ d’un véritable effondrement de pans entiers de notre industrie. Or, la crise de la Covid-19 nous fait comprendre que cette dépendance à la Chine n’est pas souhaitable. Dès lors, j’estime que le gouvernement français devrait se saisir de cette opportunité pour mettre en place une politique industrielle agressive visant à la relocalisation de certaines productions, notamment l’industrie pharmaceutique.

**Comment mener une telle politique ?**

Par des mesures très simples ! Je pense à la mise à la location, par les collectivités territoriales, de

terrains dans les zones industrielles à prix symbolique. Les pouvoirs publics devraient aussi offrir des franchises d’impôts de production de trois à cinq ans pour des sites nouvellement créés. Enfin, il faudrait qu’ils réduisent le délai d’obtention des permis de construire pour les sites industriels, lequel décourage aujourd’hui nombre de projets d’implantation. **En France, le gouvernement réquisitionne les stocks de masques et encadre le prix des gels hydroalcooliques. En Chine, les autorités ferment unilatéralement des marchés financiers et des entreprises, traquent les malades via leurs données numériques, etc. Sans comparer les deux situations, ne pensez-vous pas que la crise que nous vivons est à l’origine d’un retour en grâce de l’interventionnisme étatique, voire de l’État fort et autoritaire ?**

Vous avez raison. Historiquement, après le laissez-faire de la Belle Époque, l’interventionnisme étatique en matière économique est lié à la Première Guerre mondiale. En période de conflit, l’État a toujours pris des mesures anti-marchés, comme celles que vous citez, et c’est normal. Or, aujourd’hui, nous sommes engagés dans une guerre : elle n’est pas militaire, mais sanitaire. **L’arrêt temporaire de la production en Chine a fortement diminué la pollution atmosphérique et certains s’en enthousiasment. Diriez-vous que la sobriété à laquelle nous sommes actuellement contraints par la Covid-19 préfigure celle que nous devons adopter pour limiter notre impact écologique ?** C’est de la décroissance non-désirée et, en cela, elle n’est pas tenable. Dans un État autoritaire comme la Chine, peut-être. Mais, dans nos démocraties libérales, si repli de la production il devait y avoir, les salaires devraient aussi baisser et des emplois devraient être supprimés. Or, qui est prêt à cela ? Confrontée à la réalité des faits, l’opinion publique sera très défavorable à la décroissance. Des à-coups brutaux comme celui que nous allons très certainement vivre peuvent, certes, nous conduire à réfléchir à nos pratiques de consommation et contribuer à les rendre plus sobres, ce qui est une bonne chose, en particulier en termes de mobilité. Mais ils ne nous sont d’aucun secours pour répondre à la seule question sérieuse à laquelle nous faisons face : comment créer les conditions d’une croissance économique écologiquement plus sobre ?

Erwan Pasio

[propos recueillis le 09/03/2020]



## L'économie post-confinement

## « Il faut neutraliser la dette Covid ! »



**L'économiste Alain Trannoy nous avait accordé un entretien début mars, dans le numéro que nous n'avons pas pu faire paraître en raison du confinement. Une grande partie des prédictions du professeur d'Aix-Marseille School of Economics se sont depuis vérifiées. Aux premiers jours du déconfinement, il nous livre de nouvelles réflexions pour penser le monde d'après.**

**Tous les gestes barrières requis ont-ils été adoptés contre cette « épidémie récessive » que vous redoutiez lors de notre précédent entretien ?**

Il faut admettre qu'en matière économique, le gouvernement a fait ce qu'il fallait. Sur le chômage partiel, le report des charges, les aides à la trésorerie comme le soutien financier aux plus nécessiteux, toutes les mesures adéquates ont été prises. L'État a joué à plein son rôle d'assureur en dernier ressort du secteur privé.

**Vous êtes, en revanche, bien plus critique sur le bilan sanitaire de ce gouvernement...**

Là encore, je crois qu'il y a consensus sur le fait que les pays ayant rapidement rendu obligatoire le port du masque s'en sont bien mieux sortis que nous. Je ne vais pas épiloguer sur les causes de la pénurie de masques, mais je regrette profondément qu'on ne nous ait pas dit plus tôt « un masque, même grand public, même non-homologué, c'est mieux que rien ».

**L'une de vos convictions est que les gouvernements élus ne sont pas toujours les mieux placés pour nous préparer au long terme. La crise de la Covid-19 vous a-t-elle conforté dans cette opinion ?**

Absolument. Je pense qu'on ne peut pas faire confiance aux élus pour qu'ils prennent en compte notre intérêt de long terme, tout simplement car ce n'est pas toujours électoralement porteur. C'est effectivement l'une des leçons que nous devrions tirer de la crise actuelle, notamment sur la question du stock de masques. Je milite ainsi pour la création d'agences indépendantes qui, sous contrôle démocratique, seraient en charge de la gestion des risques sanitaires et environnementaux.

**Cet épisode a aussi révélé l'insoutenabilité d'une certaine forme de mondialisation...**

Nous comprenons désormais que ne plus produire grand-chose en termes de biens sur notre sol nous rend vulnérables. C'est une situation dont nous ne pouvons nous sortir que par un grand retour aux circuits courts. La mondialisation reposait sur la recherche du plus bas coût de production possible d'un côté et l'absence de stock de l'autre. Or, ces deux principes sont balayés par la crise actuelle ! Il nous faut impérativement reconstituer des stocks stratégiques et cesser de fabriquer au loin ce que nous pourrions et devrions pro-



duire chez nous. Remuscler notre appareil productif impose l'adoption des mesures que j'évoquais en mars, mais également l'instauration de droits de douane qui tiendraient compte du non-respect des normes environnementales et sociales aux frontières de l'Europe. Nous devons prendre conscience du coût économique terrible de cette crise. En France, la facture sera de l'ordre de 200 à 250 Md€...

**La majeure partie de ce coût est supportée par l'État. La dette publique française va dépasser les 115 % de Produit intérieur brut, la dette italienne les 150 %... Cet endettement est-il soutenable ?**

Il peut l'être à condition que nous « gelions » la dette Covid. Cette opération consiste d'abord à faire racheter par la Banque centrale européenne la dette émise dans le cadre de cette crise. Une fois dans les mains de la BCE, ces créances publiques peuvent être transformées en dette perpétuelle. Cela signifie que l'État ne rembourse pas le principal (NDLR : la somme empruntée), mais seulement les intérêts de la dette, *ad vitam aeternam*. Dans les faits, l'État français ne pourrait pas rembourser les 240-250 Md€ de la dette Covid dans cinq ou dix ans sans augmenter dès maintenant les impôts, ce qui n'est pas souhaitable. En revanche, rembourser les intérêts de cette dette, soit environ 2,4 Md€ par an, nous le pouvons aisément. Cette transformation de la dette Covid en dette perpétuelle me semble donc nécessaire.

**Autre forte inquiétude, l'endettement privé. N'est-il pas également un frein à une reprise rapide ?**

Effectivement, une chaîne des dettes privées se crée. La faillite d'un grand nombre d'entreprises et les difficultés de trésorerie que d'autres rencontrent vont gripper la machine au moins jusqu'à la fin 2021. Il faudra très certainement attendre 2022 pour que l'activité retrouve son niveau de 2019. Dans ce contexte, la prévision gouvernementale d'un recul de 8 % du PIB pour 2020 me paraît très optimiste...

**Tout cela nourrit un pessimisme que l'on sent profondément ancré dans les esprits des Français...**

(Alain Trannoy m'interrompt...) Gare aux excès de pessimisme ! En matière économique, la métaphore de l'état de guerre atteint ses limites. À la différence d'une économie au sortir d'un conflit militarisé, nous n'avons rien à reconstruire aujourd'hui ! L'appareil productif et le capital humain sont préservés. Une fois la menace sanitaire endiguée, par exemple par la diffusion d'un vaccin, une reprise durable sera possible. Et puis, à la faveur de ce confinement, au moins aurons-nous appris la sobriété dans tous les sens du terme, à la fois une modération dans

la consommation et une humilité face aux risques naturels. Cette douloureuse expérience constitue une excellente préparation à la réalisation des risques environnementaux à venir. Après ce que nous avons traversé, certaines privations deviendront plus acceptables. Et nous allons nous poser la question : sommes-nous véritablement prêts pour faire face aux canicules et aux pluies diluviennes qui s'annoncent ? De mon point de vue, ce que nous avons vécu ces derniers mois nous prépare au développement durable, le seul horizon viable pour nos vies et nos économies.

Erwan Pasrol

[propos recueillis le 13/05/2020]